

**CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES**

**ACCORD-CADRE DE FOURNITURES COURANTES ET SERVICES**

---

**Commercialisation des espaces publicitaires du  
magazine DICCIT de la CCI de Toulouse**

**Référence : 24HTEGAR04L**

---

**CCI DE TOULOUSE  
2 RUE D'ALSACE LORRAINE-BP 102  
31000 TOULOUSE CEDEX 02**

## CONTEXTE

Représentée par 120 chefs d'entreprise élus par leurs pairs, la CCI Toulouse Haute-Garonne est au service des 87.000 établissements de l'industrie, des services et du commerce du département.

Véritable maison de l'économie et des entreprises, elle les représente auprès des collectivités locales et contribue, par sa réflexion et son action, à la mise en place d'un environnement propice au développement économique.

La CCI de Toulouse s'implique directement dans des infrastructures majeures telles que l'aéroport Toulouse-Blagnac ou l'école de commerce TBS Education.

Au quotidien, chaque entreprise peut compter sur un accompagnement ciblé, réactif et efficace de la CCI de Toulouse, quel que soit son stade de développement. De la création au développement de l'entreprise, la CCI de Toulouse, accompagnée d'un réseau d'experts, accompagne ses ressortissants sur l'ensemble de leurs problématiques, qu'elles soient d'ordre digitale, commerciale, juridique, environnementale, sociales, financières, etc. L'accompagnement peut revêtir différentes formes : accompagnement individuel, formation, mise en réseau, etc.

## 1 - Dispositions générales du contrat

### - Objet du contrat

Ce marché a pour objet la commercialisation d'espaces publicitaires du magazine de la CCI de Toulouse « DICCIT » en format hybride (papier et digital)

Ce marché concerne la totalité des opérations commerciales, à savoir :

- ✓ la prospection auprès des annonceurs,
- ✓ la promotion du support,
- ✓ la commercialisation des espaces,
- ✓ la collecte des publicités auprès des annonceurs,
- ✓ la fourniture des annonces selon les modalités décrites dans le présent CCP, pour impression dans les magazines,
- ✓ la gestion comptable des insertions publicitaires.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Lieu(x) d'exécution :

Chambre de Commerce et d'industrie de Toulouse2  
Rue d'Alsace Lorraine  
31068 Toulouse cedex 07

### - Décomposition du contrat

Il n'est pas prévu de décomposition en lots.

L'accord-cadre est attribué à un seul opérateur économique.

### - Variante

Aucune variante n'est autorisée.

### - Type d'accord-cadre

L'accord-cadre avec maximum de 12 numéros du DICCIT est passé en application des articles L2125-1 1°, R. 2162-1 à R. 2162-6, R.2162-13 et R. 2162-14 du Code de la commande publique. Il donnera lieu à l'émission de bons de commande.

## **- Réalisation de prestations similaires**

Conformément aux dispositions de l'article R2122-7 du Code de la commande publique, le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de recourir à la procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la passation de marché de prestations similaires.

## **2 - Pièces contractuelles**

Les pièces contractuelles de l'accord-cadre sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans cet ordre de priorité :

- L'Acte d'Engagement (AE) et son Annexe « Grille tarifaire » établie conformément à l'article 13.4 du CCP
- Le Cadre de mémoire technique - Annexe à l'Acte d'Engagement, justifiant des dispositions prévues par le titulaire pour l'exécution de l'accord-cadre
- Le cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de fournitures courantes version 2023
- Tout autre document qui pourra être rendu contractuel lors des réunions de démarrage de l'exécution du marché.

## **3 - Groupement d'opérateurs économiques**

En application à l'article L2142-1 l'acheteur ne peut imposer aux candidats des conditions de participation à la procédure de passation autres que celles propres à garantir qu'ils disposent de l'aptitude à exercer l'activité professionnelle, de la capacité économique et financière ou des capacités techniques et professionnelles nécessaires à l'exécution du marché.

**En cas de candidatures groupées, chaque membre du groupement est tenu de fournir l'ensemble des pièces demandées.**

**Les membres du groupement sont entièrement responsables vis-à-vis de la personne publique, de la réalisation de la prestation, quelle que soit la forme de groupement.**

## **4 - Confidentialité et mesures de sécurité**

Le présent accord-cadre comporte une obligation de confidentialité selon les modalités suivantes :

L'obligation de confidentialité s'impose au titulaire, à son personnel et à ses sous-traitants éventuels. Elle s'applique à toutes les informations qu'il a recueillies à l'occasion du présent marché.

Cette obligation s'étend à tous les renseignements de quelque nature et sur quelque support que ce soit dont le titulaire et ses préposés auraient eu connaissance dans le déroulement du présent marché.

Le titulaire doit informer ses sous-traitants des obligations de confidentialité et/ou des mesures de sécurité.

## **5 - Protection des données à caractère personnel**

Chaque partie au contrat est tenue au respect des règles relatives à la protection des données à caractère personnel auxquelles elle a accès pour les besoins de l'exécution du contrat. Ces règles sont issues du Règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 ci-après désigné « le règlement européen sur la protection des données ».

### **- Description du traitement de données à caractère personnel**

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur les données à caractère personnel nécessaires pour fournir les prestations objet de l'accord-cadre, à savoir :

- **Commercialisation d'espaces publicitaires du magazine DICCIT de la CCI de Toulouse**

## **- Obligations du titulaire**

Le titulaire s'engage à :

- traiter les données uniquement pour les seules finalités du traitement,
- traiter les données conformément aux instructions de l'acheteur.
- garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent contrat,
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité, reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel, et prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

Si le titulaire considère qu'une instruction constitue une violation du règlement européen ou du droit de l'Union ou du droit des États membres relatif à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur. En outre, si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers ou à une organisation internationale, il doit informer l'acheteur avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information pour des motifs importants d'intérêt public.

### **5.1.1 - Autorisation de désignation d'un autre prestataire**

Le titulaire peut faire appel à un autre prestataire, désigné « le sous-traitant ultérieur », pour mener des activités de traitement spécifiques. Dans ce cas, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres prestataires. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement concernées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant ultérieur et les dates du contrat de sous-traitance ultérieur. L'acheteur dispose d'un délai minimum de 6 jours à compter de la date de réception de cette information pour présenter ses objections. Cette sous-traitance ultérieure ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai convenu.

Le sous-traitant ultérieur est tenu de respecter les obligations du présent contrat pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que celui-ci présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées.

Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant ultérieur de ses obligations.

**Le titulaire est entièrement responsable vis-à-vis de la personne publique dans le cas où il ferait appel à des intervenants extérieurs qu'il aurait sollicités en sous-traitance, quand bien même ils auraient été agréés par la personne publique.**

### **5.1.2 - Droit d'information des personnes concernées**

Il appartient à l'acheteur de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données

### **5.1.3 - Exercice des droits des personnes**

Le titulaire aide l'acheteur à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées : droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation du traitement, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée (y compris le profilage).

Lorsque les personnes concernées exercent auprès du titulaire des demandes d'exercice de leurs droits, le titulaire doit adresser ces demandes dès réception par courrier électronique à :  
dpo@toulouse.cci.fr

### **5.1.4 - Notification des violations de données à caractère personnel**

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant :  
par courriel.

Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel (catégories et nombre approximatif de personnes concernées par la violation et d'enregistrements de données) ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que le responsable du traitement propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins les mêmes éléments que la notification ci-dessus.

#### **5.1.5 - Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations**

Le titulaire aide l'acheteur pour la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ainsi que pour la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

#### **5.1.6 - Mesures de sécurité des données à caractère personnel**

Le titulaire s'engage à mettre en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel
- les moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- les moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;
- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **5.1.7 - Sort des données**

Au terme de la prestation de services relatifs au traitement de ces données, le titulaire s'engage à détruire toutes les données à caractère personnel.

#### **5.1.8 - Délégué à la protection des données**

Le titulaire communique à l'acheteur le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un conformément au règlement européen sur la protection des données.

#### **5.1.9 - Registre des catégories d'activités de traitement**

Le titulaire déclare tenir par écrit un registre de toutes les catégories d'activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

- le nom et les coordonnées du responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels autres prestataires et, le cas échéant, du délégué à la protection des données,
- les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur,
- le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et les documents attestant de l'existence de garanties appropriées le cas échéant,
- une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, y compris entre autres, selon les besoins :
- la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;
- des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;
- des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

- une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

#### **5.1.10 - Documentation**

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur, la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes obligations et pour permettre la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un autre auditeur qu'il a mandaté, et contribuer à ces audits.

#### **- Obligations de l'acheteur**

L'acheteur s'engage à :

- fournir au titulaire les données visées à l'article "Description du traitement de données à caractère personnel",
- documenter par écrit toute instruction concernant le traitement des données par le titulaire,
- veiller, au préalable et pendant toute la durée du traitement, au respect des obligations prévues par le règlement européen sur la protection des données de la part du titulaire,
- superviser le traitement, y compris réaliser les audits et les inspections auprès du titulaire.

### **6 - Durée et délais d'exécution**

#### **- Durée du contrat**

L'accord-cadre est conclu pour la période des prestations de vente d'espaces publicitaire en lien avec réalisation de 4 numéros du DICCIT.

Il démarre à compter de la prestation liée à la réalisation du N° 54 du DICCIT et au plus tard jusqu'à la réalisation et la réception du N°57 du DICCIT; sans que sa durée totale ne puisse excéder l'ensemble de la réalisation de 12 numéros, soit la réalisation et la réception du N°65 en cas de reconduction.

#### **- Reconduction**

L'accord-cadre est reconduit tacitement jusqu'à son terme. Le titulaire ne peut s'opposer à une reconduction. Le nombre de périodes de reconduction est fixé à deux (2). La durée de chaque période de reconduction est de 4 numéros du DICCIT.

La durée maximale de l'accord-cadre, toutes périodes confondues, est donc de 12 numéros du DICCIT, soit une période estimative de trente-six (36) mois.

En cas de non-reconduction, l'acheteur en informera par lettre RAR le titulaire dans les deux (2) mois précédant la fin du marché. La non-reconduction ne donnera lieu à aucun versement d'indemnités.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 2 mois avant la fin de la durée de validité de l'accord-cadre.

**A titre indicatif**, il est prévu pour chacune des périodes (période initiale et éventuelle période de reconduction) :

- « **DICCIT** » : magazine trimestriel - 4 parutions par an
  - Pour la période initiale :  
N°54 daté janvier 2025  
N°55 daté d'avril 2025  
N°56 daté de juillet 2025  
N°57 daté d'octobre 2025
  - Pour la 1<sup>ère</sup> année de reconduction :  
N°58 daté janvier 2026  
N°59 daté d'avril 2026  
N°60 daté de juillet 2026  
N°61 daté d'octobre 2026
  - Pour la 2<sup>ème</sup> année de

reconduction :  
N°62 daté janvier 2027  
N°63 daté d'avril 2027  
N°64 daté de juillet 2027  
N°65 daté d'octobre 2027

## 7 - Prix

### - Caractéristiques des prix pratiqués

L'accord cadre est conclu aux prix et conditions indiqués dans l'Acte d'Engagement sur lequel devront être indiqués les éléments financiers suivants :

- **Le chiffre d'affaires annuel minimum hors taxes de recettes publicitaires** que le titulaire garantit, par support (*Cf. montant A sur l'Acte d'Engagement*) ;
- **le taux de commission de régie** correspondant à la rémunération du prestataire sur le montant total hors taxes des recettes publicitaires réalisées (*Cf. montant B sur l'Acte d'Engagement*);
- **la part en % qui en découle**, applicable au montant total hors taxes des recettes publicitaires réalisées et correspondant à la part des recettes reversées à la CCI de Toulouse (*Cf. montant C sur l'Acte d'Engagement*);
- **le montant minimum annuel** hors taxes garanti pour chaque support (*Cf. montants D sur l'Acte d'Engagement*).

**A NOTER** : Dans le cas où les sommes reversées au titre des recettes publicitaires à la CCI de Toulouse sont inférieures aux montants annuels garantis <sup>1</sup>, le titulaire s'engage à indemniser la CCI de Toulouse à hauteur du complément permettant d'atteindre les montants de recettes précités.

Ce complément correspond donc à la différence entre les montants de recettes annuels **nets** garantis indiqués à l'Acte d'Engagement <sup>1</sup> et le montant des recettes publicitaires reversées effectivement à la CCI de Toulouse.

<sup>1</sup> Cf. montant D

### Contenu des prix

Les prix sont réputés comprendre les frais et charges annexes nécessaires à l'exécution de la prestation, en particulier :

- les frais de restauration, d'hébergement et de déplacement,
- les charges fiscales et parafiscales,
- la main d'œuvre,

### - Modalités de variation des prix

Le marché est traité à **prix ferme**

**Les taux de commission de régie ainsi que le montant minimum annuel garanti en € HT sont fermes et définitifs pour la durée totale du marché.**

## 8 - Garanties Financières

Aucune clause de garantie financière ne sera appliquée.

## 9 - Avance

Aucune avance n'est prévue sauf stipulation des articles R2191-3 à 2191-18.

## 10 - Modalités de règlement des comptes

Le prestataire sera responsable de tous les ordres de publicité apportés par ses soins. Il pourra refuser toute affaire dont le crédit lui paraîtrait douteux. Il s'assurera du sérieux et de la solvabilité de ses annonceurs et s'attachera à mettre tout en œuvre afin de récupérer les sommes dues y compris par la voie contentieuse en faisant appel si utile à une société spécialisée à cet effet.

Le prestataire fera son affaire personnelle du paiement des diverses commissions qu'il pourrait devoir tant aux agences qu'à d'autres intermédiaires qualifiés en publicité, qu'à ses propres représentants ou collaborateurs.

Pour chaque numéro, à la date butoir indiquée par les personnes en charge de l'exécution du marché, le titulaire devra adresser aux personnes en charge de l'exécution du marché à la CCI de Toulouse, un compte-rendu qui mentionnera :

- La liste des annonceurs,
- L'espace acheté (format, emplacement éventuel, et le tarif appliqué,
- Les bons de commandes signés par les annonceurs.
- L'annonce presse au bon format avec les éléments associés (URL de redirection)
- Le montant des recettes revenant à la CCI de Toulouse et au prestataire ;
- Le rapport écrit définitif des contacts pris et des démarches réalisées pour le n° concerné, ainsi que les résultats associés.

### **Modalités de règlement des prestations**

#### ➤ **Comptabilité des recettes :**

Le prestataire tiendra au titre des produits d'exploitation, une comptabilité permanente des recettes dont il devra pouvoir, à tout moment, justifier à la demande de la CCI ou en cas de contrôle extérieur (comptable public, chambre régionale des comptes...).

Il devra pouvoir présenter une copie des ordres de publicités reçus et des factures émises correspondantes.

#### ➤ **Reversement des recettes :**

**Après chaque parution du magazine « DICCIT » (soit tous les 3 mois)**, le prestataire établira un bordereau complet des insertions publicitaires recueillies et des paiements reçus dans cette période pour ce magazine

Ce bordereau complet servira de base de calcul pour la participation reversée à la CCI de Toulouse. Le montant de la participation sera calculé sur la base du % indiqué à l'Acte d'Engagement appliqué au montant Hors taxes facturé par le prestataire aux annonceurs.

Les bordereaux et les ordres d'insertion signés devront être transmis pour contrôle aux Directions de la Communication de la CCI de Toulouse dans les 8 premiers jours du mois suivant la parution du magazine concerné.

Ils devront comporter tous les renseignements permettant au pouvoir adjudicateur d'opérer son contrôle (coordonnées de l'annonceur, support de parution, emplacement, taille de l'annonce, prix, date du règlement par l'annonceur le cas échéant...).

Le prestataire règlera à la CCI de Toulouse, le montant de la participation qui lui est due par chèque bancaire ou virement bancaire, à réception de la facture émise par les représentants du pouvoir adjudicateur.

L'absence de versement ou le versement parcellaire de cette dernière dans les délais précités entraînera l'application des pénalités prévus à l'article 18.1 ci-après.

✓ **Encarts publicitaires commercialisés pour un numéro de magazine donné** = c'est à dire les encarts publicitaires dont les justificatifs de parution peuvent être joints en accompagnement des factures adressées aux annonceurs par le titulaire du marché, réglés ou en cours de règlement par les annonceurs au titulaire du marché (ce dernier faisant son affaire des éventuels impayés).

### **Non atteinte du montant minimum annuel de recettes garanti**

A la fin de la période initiale du marché, et de même pour les éventuelles périodes de reconduction, la CCI de



Toulouse pourra être amenée à facturer une indemnité pour le cas où le montant total annuel des recettes reçues serait inférieur au montant minimum garanti sur lequel s'est engagé le titulaire et qu'il a indiqué à l'Acte d'Engagement dans le cadre du présent marché.

**Dans ce cas, le montant des indemnités correspondra à la différence entre le montant minimum annuel hors taxes garanti, mentionné sur l'Acte d'Engagement et le montant de recettes effectivement perçu par la CCI de Toulouse.**

### **- Présentation des demandes de paiement**

La facture détaillée afférent au paiement sera établie au nom de la CCI de Toulouse, et envoyée à l'issue de la prestation obligatoirement via le portail CHORUS PRO :

Dispositions applicables en matière de facturation électronique :

Outre les mentions légales, les factures électroniques transmises par le titulaire, et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct, comportent les mentions suivantes :

- 1° La date d'émission de la facture ;
- 2° La désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- 3° Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- 4° En cas de contrat exécuté au moyen de bons de commande, le numéro du bon de commande ou, dans les autres cas, le numéro de l'engagement généré par le système d'information financière et comptable de l'entité publique ;
- 5° Le code d'identification du service en charge du paiement ;
- 6° La date de livraison des fournitures ou d'exécution des services ou des travaux ;
- 7° La quantité et la dénomination précise des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ;
- 8° Le prix unitaire hors taxes des produits livrés, des prestations et travaux réalisés ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire ;
- 9° Le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération ;
- 10° Le cas échéant, les modalités particulières de règlement ;
- 11° Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Elles comportent également le numéro d'identité de l'émetteur (ou à défaut, son identifiant) et celui du destinataire de la facture.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués exclusivement sur le portail de facturation Chorus Pro. Lorsqu'une facture est transmise en dehors de ce portail, la personne publique peut la rejeter après avoir rappelé cette obligation à l'émetteur et l'avoir invité à s'y conformer.

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'Etat pour une facture transmise par échange de données informatisé).

### **- Délai global de paiement**

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

### **- Paiement des cotraitants**

En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations. En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom du mandataire, sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement. Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG-PI.

## **- Paiement des sous-traitants**

Le sous-traitant adresse sa demande de paiement libellée au nom du pouvoir adjudicateur au titulaire du marché, sous pli recommandé avec accusé de réception, ou la dépose auprès du titulaire contre récépissé. Le titulaire a 15 jours pour faire savoir s'il accepte ou refuse le paiement au sous-traitant. Cette décision est notifiée au sous-traitant et au pouvoir adjudicateur. Le sous-traitant adresse également sa demande de paiement au pouvoir adjudicateur accompagnée des factures et de l'accusé de réception ou du récépissé attestant que le titulaire a bien reçu la demande, ou de l'avis postal attestant que le pli a été refusé ou n'a pas été réclamé. Le pouvoir adjudicateur adresse sans délai au titulaire une copie des factures produites par le sous-traitant.

Le paiement du sous-traitant s'effectue dans le respect du délai global de paiement. Ce délai court à compter de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'accord, total ou partiel, du titulaire sur le paiement demandé, ou de l'expiration du délai de 15 jours mentionné plus haut si, pendant ce délai, le titulaire n'a notifié aucun accord ni aucun refus, ou encore de la réception par le pouvoir adjudicateur de l'avis postal mentionné ci-dessus. Le pouvoir adjudicateur informe le titulaire des paiements qu'il effectue au sous-traitant.

En cas de cotraitance, si le titulaire qui a conclu le contrat de sous-traitance n'est pas le mandataire du groupement, ce dernier doit également signer la demande de paiement.

## **11 – Responsabilité technique des prestation et pilotage :**

### **11.1 Interlocuteur pour la CCI de Toulouse**

La personne désignée comme interlocuteur direct de la CCI de Toulouse pour l'exécution des prestations sera :

**Madame Marie FABRE**

Responsable communication et marketing

☐- courriel : [m.fabre@toulouse.cci.fr](mailto:m.fabre@toulouse.cci.fr) 0632809124

Madame Caroline LACHOUX

Chargée de communication

### **11.2 Interlocuteur pour le titulaire**

L'attributaire du marché désignera **un interlocuteur unique** pour la CCI de Toulouse. Les coordonnées de celui-ci seront communiquées dans le Cadre de mémoire technique – Annexe à l'Acte d'Engagement du candidat.

Il présentera également dans son offre **l'équipe qu'il prévoit d'affecter** pour le démarchage des annonceurs.

Tout changement d'intervenant devra impérativement se faire au profit d'un intervenant de profil et d'expérience similaire afin de respecter les compétences initiales dédiées à la mission, telles qu'annoncées dans l'offre.

### **11.3 Réunion de lancement**

Après la notification du marché, une réunion de lancement se tiendra dans les locaux de la CCI de Toulouse, 2 rue Alsace Lorraine ou en visioconférence, avec les représentants de la Direction de la Communication et le régisseur.

Cette réunion aura lieu avant le démarrage de la prestation afin de préciser les éléments du présent accord cadre. Au cours de cette réunion, toutes les questions concernant l'exécution des prestations pourront être évoquées afin de réduire les difficultés nées de l'exécution de ce marché.

## **12 Obligations du titulaire :**

Les prestations devront être réalisées conformément au présent cahier des charges et aux documents contractuels.

## **12.1 Fournitures de documents publicitaires**

Le prestataire s'engage à remettre à la direction de la Communication de la CCI de Toulouse les documents publicitaires selon les modalités et les délais indiqués à l'article 13.2.2 du présent CCP.

## **12.2 Formation du personnel**

Le titulaire sera responsable des personnels qu'il aura désignés et de la bonne exécution des prestations par ces derniers.

Le titulaire fournira le personnel nécessaire à l'exécution du service afin de satisfaire en nombre et en qualification aux différentes prestations commerciales, administratives et comptables qui s'y attachent.

Si, pour une raison indépendante de leur volonté, un ou des personnels désignés dans la proposition du titulaire sont dans l'impossibilité d'assurer eux-mêmes la réalisation des prestations, le titulaire en avise sans délai les responsables techniques de la prestation indiqués à l'article 11.1 du présent CCP.

Le titulaire prend alors toutes les dispositions nécessaires – avec l'accord responsables techniques – pour que la bonne exécution des prestations ne s'en trouve ni compromise, ni altérée.

**Dans le cadre du présent marché, le prestataire s'engage à prendre toutes les dispositions utiles et nécessaires à une parfaite exécution de ses obligations décrites ci-dessus.**

## **12.3 Garantie de confidentialité**

En complément de l'article 4 du présent CCP, il est précisé par le présent que le titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux informations et documents recueillis au cours de l'exécution des prestations.

# **13– Descriptif de la prestation**

## **13.1 Présentation du magazine DICCIT**

« DICCIT » est le magazine de la CCI de Toulouse. Il est imprimé par le titulaire du marché « Impressions » et il comporte 44 pages.

Le magazine DICCIT a été lancé en 2011 dans l'optique de :

- Repositionner la CCI de Toulouse comme référent du développement économique du territoire,
- Relayer le message et les ambitions de la mandature
- Faire comprendre et connaître le rôle de la CCI de Toulouse et ses missions
- Aider les entreprises à anticiper et à prendre les bonnes décisions grâce à des dossiers de prospective, analyses, enquêtes, témoignages...
- Mettre en lumière des entrepreneurs du territoire de la Haute-Garonne

Il est publié 4 fois par an (tirage à 10 000 exemplaires), il est adressé directement par voie postale aux dirigeants d'entreprises de la Haute-Garonne qui le souhaitent ainsi qu'aux Elus des collectivités locales, départementales et régionales. Il est également envoyé à une base de données constituée spécifiquement à chaque numéro et correspondant aux entreprises susceptibles d'être plus concernées par la thématique du dossier central.

Depuis janvier 2022, le magazine est également disponible en format numérique partageable sur les réseaux sociaux et adressé par mail à une liste d'abonnés en constante évolution.

Ce développement permet notamment à l'annonceur de diffuser une publicité cliquable renvoyant vers l'adresse web de son choix.

A chaque parution, le magazine DICCIT est diffusé en zone d'embarquement à l'Aéroport Toulouse Blagnac (2000 exemplaires) et le solde dans différents lieux de diffusion privilégiés (Palais Consulaire, Toulouse Business School, salons professionnels, Forum Économique de Toulouse ...). Tous les numéros sont également en ligne sur le site Internet de la CCI de Toulouse : [www.toulouse.cci.fr](http://www.toulouse.cci.fr)

La CCI de Toulouse fait régulièrement la promotion du magazine Diccit sur son compte LinkedIn qui compte 13 000 abonnés (au 1<sup>er</sup> mars 2024)

Le Président de la CCI de Toulouse est le Directeur de la Publication.

La ligne éditoriale du support est validée par le Président de la CCI de Toulouse et la Responsable Communication de la CCI de Toulouse.

La responsabilité éditoriale est assurée par le Rédacteur en chef délégué, sous l'autorité de la Responsable Communication, qui assure également la responsabilité budgétaire et technique du support.

Le magazine DICCIT détient le numéro de commission paritaire suivant : B 07176.

- **FORMAT** : 21.0 x 26.5 cm (à la française)  
Poids/ex : environ 118 g
- **Cahier, 40 pages**  
Papier : COUCHE ½ MAT 90g/m<sup>2</sup>  
Impression : quadri recto, quadri verso
- **Couverture, 4 pages, 26.5 x 42.0 cm ouvert**  
Papier : COUCHE BRILLANT, 150g/m<sup>2</sup>  
Impression : quadri recto, quadri verso  
Finition : Vernis acrylique recto  
Façonnage : 2 piqures à cheval

## **13.2 Définition des prestations :**

### **13.2.1 Terminologie**

Par « publicité » s'entend toutes insertions – annonces presse, publi-rédactionnels, , dessins, photos, etc... pour le magazine.

Par « publicité », il faut entendre la publicité locale, régionale, extrarégionale et internationale.

### **13.2.2 Contenu des prestations**

#### ➤ **Prospection**

Le régisseur aura la charge de prospecter, de recueillir et de promouvoir par tous les moyens à sa convenance la publicité à insérer dans le magazine de la CCI de Toulouse. Il fera son affaire personnelle de l'obtention de tous les droits et autorisations nécessaires préalables.

Il s'agit de la prospection en priorité sur le territoire de Haute-Garonne, mais également hors territoire, de tous commerces, industries, sociétés, associations et organismes divers à visée économique désireux d'acheter un espace publicitaire dans le magazine DICCIT

Le titulaire mettra en œuvre tous les moyens nécessaires (force de vente, études, RP évènementielles...) pour optimiser sa démarche. Il devra clairement indiquer aux annonceurs sa qualité de société privée dûment habilitée par le présent marché et respecter leur entière liberté de souscrire ou non un contrat.

Le titulaire devra pour chaque numéro, faire un point écrit régulier de l'ensemble des contacts pris dans le cadre de sa prospection ainsi que l'ensemble des résultats associés à ses démarches. Le rythme de ces points réguliers sera défini lors de la réunion de lancement du marché qui suivra la notification de celui-ci.

Le titulaire devra adresser à la CCI de Toulouse une copie des ordres signés avec les montants de remise au fur et à mesure de leur réception afin de prévoir au mieux le chemin de fer de chaque magazine.

Le titulaire est informé que la CCI de Toulouse ne s'engage en aucun cas à mettre à sa disposition leur fichier de contacts.

➤ **Choix des publicités**

Le titulaire devra veiller à refuser toute proposition d'insertion publicitaire dont le crédit lui semblerait préjudiciable à l'image de la CCI de Toulouse, ou qui serait contraire aux règles de la profession.

La CCI de Toulouse se réserve le droit de refuser toute annonce non conforme techniquement ou qui ne respecterait pas son éthique.

Les publicités à caractère politique ou confessionnel ou contraires aux règles morales, ou pouvant apparaître comme mensongères ou polémiques, ne seront pas admises.

La vente d'espaces publicitaires ne pourra pas s'accompagner de promesses d'emplacements privilégiés ni de rédactionnels (sauf emplacements de rigueur à tarif spécifique : 2<sup>ème</sup>, 3<sup>ème</sup> et 4<sup>ème</sup> de couverture, double page, emplacement à côté d'une rubrique bien précise, emplacement sur deux pages paires ou impaires successives, etc...),.

La CCI de Toulouse se réserve la possibilité d'insérer des publicités internes pour faire la promotion de ses propres événements dans son magazine en informant en amont de la phase de commercialisation le titulaire.

➤ **Fourniture des publicités**

Le titulaire collectera les publicités auprès de ses annonceurs, vérifiera leur format ainsi que leur qualité technique et s'assurera de l'accord des annonceurs par un bon à tirer. Le titulaire restera seul responsable si l'insertion publicitaire n'est pas conforme aux souhaits de ces derniers.

Il devra fournir aux personnes en charge de l'exécution du présent marché pour la CCI de Toulouse (Cf. article 8 ci-après), les éléments suivants :

- tous les fichiers nécessaires **au bon format** (mentionné sur l'ordre d'insertion signé), directement utilisables au format EPS (300 dpi) ou PDF Haute définition avec 5 mm de débord et traits de coupe, ainsi qu'une sortie papier. Les fichiers seront en quadrichromie (directement exploitables en CMJN).

Dans tous les cas, le titulaire devra soumettre aux personnes en charge de l'exécution du présent marché **pour validation** :

➤ **5 semaines avant la remise du magazine DICCIT à l'imprimeur :**

la liste des annonceurs,  
le contenu des annonces.

➤ **3 semaines avant la remise du magazine DICCIT à l'imprimeur :**

les documents définitifs (fichiers).

Un calendrier reprenant toutes les échéances fixées sera défini lors de la réunion de lancement de marché qui suivra la notification de celui-ci.

➤ **Problème de parution**

En cas de défaut de parution ou d'impression, si celui-ci résulte d'une erreur imputable au pouvoir adjudicateur ou à l'imprimeur, la CCI de Toulouse proposera à l'annonceur via le titulaire du marché, en dédommagement, une nouvelle parution dans un des numéros suivants, selon les disponibilités, sans que l'annonceur ait à payer une deuxième insertion.

Dans le cas d'un refus de l'annonceur pour cette proposition, la valeur de l'encart publicitaire erroné sera alors exclue du montant global des encarts publicitaires commercialisés servant de base de calcul à la participation du pouvoir adjudicateur.

### ➤ Suivi comptable et facturation

Le régisseur aura en charge le **suivi comptable en relation avec la CCI de Toulouse**, des insertions publicitaires du magazine (*pour exemple* : relance en cas de retard de paiement d'un annonceur voire mise en demeure ou tout autre moyen lui permettant de recouvrer les sommes dues).

Il sera l'interface entre les annonceurs et la CCI de Toulouse.

La facturation auprès des annonceurs sera effectuée par le prestataire.

Les tarifs d'insertion seront établis selon les bordereaux annexés à l'offre transmise par le candidat en respectant les formats et les positionnements des pages.

Le prestataire se chargera notamment de la facturation et de l'encaissement des ordres de publicité dans les conditions tarifaires définies dans le cadre du présent marché et sous réserve d'éventuelles modifications à prendre en compte en cours de marché (modification du taux de TVA...).

## 13.3 Modalités techniques d'exécution des prestations :

**Les annonces publicitaires représentent 11 pages du magazine.**

Les formats seront les suivants :

- Page entière ou pleine page : 210 L X 265 h
- Double page : 210 L X 265 h en vis à vis

Important : Il n'est pas possible de proposer des demi-pages

La pagination sera déterminée par la Direction de la Communication avec en constante :

- 1 page en page pleine 2<sup>ème</sup> de couverture
- 1 page en page pleine 3<sup>ème</sup> de couverture
- 1 page en page pleine 4<sup>ème</sup> de couverture

Les dates de parution sont prévues annuellement et communiquées au titulaire dès la notification du marché pour l'année suivante.

## 13.4 Tarif des espaces publicitaires :

Les tarifs des insertions et des remises commerciales seront proposés par le titulaire du marché et annexés à l'Acte d'Engagement. Ils auront valeur contractuelle. Ils devront être adaptés au contexte économique afin d'assurer la pérennisation des annonceurs. Le prestataire détaillera également les éléments sur lesquels il s'est basé pour fixer ces prix.

Les tarifs devront être fixés pour chaque type d'insertion possible selon le format, la pagination et le nombre de passages.

Le prestataire détaillera également la nature et les taux de remise qui pourront être appliqués pour chacun des supports ; ceux-ci **ne pourront en aucun cas excéder 40 %**.

Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres frappant obligatoirement la prestation : frais de prospection, frais de facturation, documents relatifs à ladite prospection, mise en page des publicités...

Le taux de TVA applicable sera celui en vigueur à la date de facturation.

## 14 Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du contrat (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du contrat).

L'accord-cadre s'exécute au moyen de bons de commande dont le délai d'exécution commence à courir à compter de la date de notification du bon.

Adresse d'exécution :

CCI de Toulouse  
2 Rue d'Alsace Lorraine  
BP 102  
31000 TOULOUSE Cedex 02

#### **14.1 - Modifications techniques**

Pendant l'exécution du contrat, le pouvoir adjudicateur peut prescrire au titulaire des modifications de caractère technique ou accepter les modifications qu'il propose. La formulation de ces modifications suite à l'acceptation par le pouvoir adjudicateur du devis détaillé du titulaire donne lieu à un avenant.

### **15- Constatation de l'exécution des prestations**

#### **15.1- Vérifications**

Les vérifications seront effectuées dans les conditions suivantes :

La CCI de Toulouse sera le seul juge de la qualité, le contrôle portera sur la qualité et la quantité dans le respect du présent CCP.

En cas de différence constatée entre les dispositions du CCP et les prestations réalisées, le titulaire sera invité à pallier le dysfonctionnement dans les meilleurs délais

A l'issue des opérations de vérifications la CCI de Toulouse pourra prononcer l'admission des prestations si elles répondent aux stipulations du marché.

Les vérifications seront effectuées par Marie FABRE.

### **16- Garantie des prestations**

Aucune garantie n'est prévue.

### **17- Pénalités**

#### **17.1- Pénalités de retard**

Des pénalités seront appliquées en cas de retard :

- dans l'exécution des prestations (livraison des publicités),
- dans le versement des sommes dues
- dans la remise du bordereau ...

Par dérogation à l'article 14 du CCAG-FCS, si le titulaire dépasse le délai contractuel d'exécution, éventuellement modifié par un report, il encourt, sans mise en demeure préalable, des pénalités de 200 € TTC par jours de retard.

#### **17.2 - Pénalité pour travail dissimulé**

Si le titulaire de l'accord-cadre ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, le pouvoir adjudicateur applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC de l'accord-cadre.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

### **18- Assurances**

Conformément aux dispositions de l'article 9 du CCAG-FCS, tout titulaire (mandataire et cotraitants inclus) doit justifier, dans un délai de 15 jours à compter de la notification du contrat et avant tout commencement d'exécution, qu'il est titulaire des contrats d'assurances, au moyen d'une attestation établissant l'étendue de la responsabilité garantie.

## 19 - Résiliation du contrat

### 19.1 - Conditions de résiliation de l'accord-cadre

Les conditions de résiliation de l'accord-cadre sont définies aux articles 29 à 36 du CCAG-FCS.

En cas de résiliation de l'accord-cadre pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra aucune indemnisation.

En cas d'inexactitude des documents et renseignements mentionnés aux articles L. 2142-1, R. 2142-3, R. 2142-4 et R. 2143-3 du Code de la commande publique, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D. 8222-5 ou D. 8222-7 à 8 du Code du travail conformément à l'article R. 2143-8 du Code de la commande publique, le contrat sera résilié aux torts du titulaire.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

### 19.2 - Redressement ou liquidation judiciaire

Le jugement instituant le redressement ou la liquidation judiciaire est notifié immédiatement au pouvoir adjudicateur par le titulaire de l'accord-cadre. Il en va de même de tout jugement ou décision susceptible d'avoir un effet sur l'exécution de l'accord-cadre.

Le pouvoir adjudicateur adresse à l'administrateur ou au liquidateur une mise en demeure lui demandant s'il entend exiger l'exécution de l'accord-cadre. En cas de redressement judiciaire, cette mise en demeure est adressée au titulaire dans le cas d'une procédure simplifiée sans administrateur si, en application de l'article L627-2 du Code de commerce, le juge commissaire a expressément autorisé celui-ci à exercer la faculté ouverte à l'article L622-13 du Code de commerce.

En cas de réponse négative ou de l'absence de réponse dans le délai d'un mois à compter de l'envoi de la mise en demeure, la résiliation de l'accord-cadre est prononcée. Ce délai d'un mois peut être prolongé ou raccourci si, avant l'expiration dudit délai, le juge commissaire a accordé à l'administrateur ou au liquidateur une prolongation, ou lui a imparté un délai plus court.

La résiliation prend effet à la date de décision de l'administrateur, du liquidateur ou du titulaire de renoncer à poursuivre l'exécution de l'accord-cadre, ou à l'expiration du délai d'un mois ci-dessus. Elle n'ouvre droit, pour le titulaire, à aucune indemnité.

## 20- Règlement des litiges et langues

### Règlement amiable des différends

Les parties s'engagent à résoudre leurs éventuels différends prioritairement par voie de conciliation. Toute contestation de la part du titulaire, relative à l'exécution du présent contrat, devra faire obligatoirement l'objet d'un mémoire en réclamation adressé au pouvoir adjudicateur avant toute saisine de la juridiction administrative.

Dans son mémoire en réclamation, le titulaire expose les motifs de son différend, indique, le cas échéant, les montants de ses réclamations et fournit les justifications nécessaires correspondant à ces montants.

L'absence de réponse de la CCI de Toulouse au bout de deux mois vaut décision implicite de refus.

### Conciliation formalisée

En cas d'échec de la procédure prévue à l'article précédent, et avant de saisir la juridiction administrative, le pouvoir adjudicateur ou le titulaire peut soumettre tout différend relatif à l'exécution de l'accord cadre au Comité Consultatif Interrégional de Règlement amiable des différends ou litiges dans les conditions mentionnées à l'article R2197-1 du Code de la commande publique:



**CCIRA de Bordeaux**

103 bis, rue Belleville -BP 952

33063 BORDEAUX Cedex

Tél. : 05.56.69.27.18 (Mme Claire GACHET, secrétaire du CCIRA)

Tél. : 06.26.14.40.10 (Mme Claudine TEYSSANDIER-ROUSSET, secrétaire adjointe du CCIRA) Courriel :  
claire.gachet@direccte.gouv.fr

**Règlement juridictionnel des différends**

En cas de conflit qui n'aurait pu être réglé à l'amiable par les deux parties, conformément à l'article R312-11 du Code de Justice Administrative, le tribunal administratif compétent est celui dans le ressort duquel l'autorité publique contractante a signé le contrat ; c'est-à-dire

**Le Tribunal Administratif de Toulouse**

68, rue Raymond IV - B.P. 70073 1068

Toulouse Cedex 07

Tel : 05 62 73 57 57 Fax : 05 62 73 57 40

Courriel : greffe.ta-toulouse@juradm.fr

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française ou accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

## **21 - Clauses complémentaires**

Une clause de réexamen est introduite dans le présent CCP afin de prendre en compte l'évolution de l'objet du marché.

Cette clause de réexamen permettra d'éviter la conclusion d'un avenant venant modifier le périmètre du marché et en bouleverser l'économie.

## **22- Dérogations**

L'article 2 du CCP déroge à l'article 4 du CCAG – Fournitures courantes et services

L'article 4 du CCP déroge à l'article 5 du CCAG – Fournitures courantes et services

L'article 6 du CCP déroge à l'article 13 du CCAG – Fournitures courantes et services

L'article 19 du CCP déroge aux articles 29 à 36 du CCAG – Fournitures courantes et services